



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/La-nouvelle-politique-d-aide-internationale-feministe-du-Canada-est-prometteuse>

La nouvelle politique d'aide internationale féministe du Canada est prometteuse, mais sans financement additionnel, est-elle réaliste ?

Date de mise en ligne : mardi 13 juin 2017

- Communiqués - Événements -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Montréal, 12 juin 2017 - L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) salue l'annonce de la nouvelle Politique d'aide internationale féministe du Canada. « Le gouvernement canadien nous a consultés et nous pensons que plusieurs de nos préoccupations s'y retrouvent », souligne Marion Turmine, coprésidente de l'Association. Si l'AQOCI applaudit à l'adoption d'une approche féministe et à l'importance accordée aux droits de la personne et la promotion de champs d'action interreliés dont l'égalité entre les sexes, la dignité humaine, l'environnement et l'action sur le climat ainsi que la paix et la sécurité, elle soulève de vives inquiétudes quant au financement adéquat de ce plan fort ambitieux.

Aucune hausse du budget dévolue à l'aide internationale n'a été annoncée. Or ce budget déjà insuffisant stagne depuis des années. Pourtant, la veille du dévoilement de la politique d'aide internationale, on apprenait que le budget du ministère de la Défense nationale est augmenté de 70 % en dix ans, passant de 18,9 milliards cette année à 32,7 milliards en 2026. Sur 20 ans, ce sont 62 milliards en fonds nouveaux qui sont prévus. Un accroissement substantiel qui permet au gouvernement canadien de se rapprocher de l'objectif de 2 % du produit national brut (PIB) déterminé par l'OTAN. Mais quand est-il de sa promesse de consacrer 0,7 % du RNB pour l'aide publique au développement (ADP), objectif fixé par les Nations Unies il y a 50 ans ? Rappelons qu'en 2016, le Canada en était bien loin avec un faible pourcentage de 0,26 % dévolu à l'ADP.

« On vient de se doter d'une première politique d'aide internationale qui se dit féministe. Est-ce un hasard si encore une fois un programme qui cible les femmes ne reçoit pas les fonds nécessaires pour sa pleine réalisation ? » s'interroge Michel Lambert, coprésident.

Soulignons que dans le Programme 2030, les pays donateurs - dont le Canada fait partie - ont réaffirmé leur engagement à atteindre l'objectif de 0,7 % du RNB. L'Objectif de développement durable 17 stipule même qu'il faut que les pays dits développés honorent les promesses qu'ils ont prises en matière d'ADP. Afin d'être crédible, le Canada devra se doter d'un budget à la hauteur de ses engagements.

Pour information

Hélène Gobeil

Chargée des communications

Association québécoise des organismes

de coopération internationale (AQOCI)